

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI-

SAMEDI 4 NOVEMBRE 1978

0,50 F

EDITORIAL CHIRAC EN QUETE DE VOIX POUR 1981 !

Représentant du premier parti de la droite française, le R.P.R., un des responsables de la bourgeoisie colonialiste, Jacques Chirac, est arrivé en Guadeloupe après une tournée en Guyane et en Martinique. Et, comme toujours, FR3, France-Antilles, et les béni-oui-oui locaux ont organisé tout le tattage publicitaire nécessaire pour renforcer l'image de marque de leur maître.

Le but d'un tel voyage est clair : accréditer l'idée qu'un tel homme peut demain mener une meilleure politique que Giscard; Chirac est un des prétendants à la présidence de la république. Nul doute qu'il sera candidat en 81.

Le parti gaulliste, après avoir gouverné pendant 17 ans n'exerce plus directement le pouvoir depuis la mort de Pompidou. Cela, les Debré, Messmer et autres "barons" ne l'ont jamais supporté. C'est pour cette raison qu'avec l'aide d'une bonne fraction de la bourgeoisie, ils tentent de se fabriquer avec Chirac un De Gaulle au petit pied.

Et la tactique est aussi vieille que la politique : pour prendre la place que l'on convoite, il faut bien trouver à critiquer celui qui la possède, même si au fond ont est d'accord avec lui. Chirac tient donc un langage d'opposant vis à vis du gouvernement. Il critique la politique de Giscard sur tout, s'indigne du chômage aux Antilles, des discriminations en matière de lois sociales, du problème de la canne, il est "très soucieux" des problèmes des travailleurs immigrés en tant que maire de Paris (ce qui n'empêche pas ses services de refuser du personnel antillais)

Bref, à l'entendre, il défendrait véritablement les intérêts de tous. Croyons en lui plus qu'en Giscard et notre sort changera. Voyons !

Mais ne nous y trompons pas, Chirac, président mènerait exactement la même politique que Giscard. Tout comme Giscard il représente les puissances d'argent, les capitalistes, tout comme Giscard il est l'ennemi des travailleurs.

SUIDODU ZUUZ ADDU S

D'état "associé" à "ètat indépendant" qu'est-ce qui changera vrainnent pour les Travailleurs ?

C'est le 2 novembre à minuit que le drapeau national de la Dominique était hissé, proclamant l'indépendance de cet te île qui est restée 11 ars associée au Royaume de Grande Bretagne et plusieurs siècles sous le règne direct du colonialisme français ou anglais.

La Dominique précède de peu Sainte-Lucie et Saint-Vincent, autres colonies des Antilles Britaniques qui accéderont à l'indépendance respectivement le 13 dé-

cembre et le 22 janvier.

De grandes festivités ont été prévues pour célébrer l'évènement, festivités financées par la Grande-Bretagne. La France pour sa part y envoie une délégation comprenant notamment les préfets de Martinique et de Guadeloupe.

Ainsi tout ce beau monde va festoyer pendant quelques jours, mais pour les travailleurs dominicains y aura-t-il vraiment quelque chose de nouveau avec ce changement de statut octroyé par la Grande-Bretagne ?

Les pays impérialistes, en accordant l'indépendance à leurs ex-colonies lorsqu'ils n'en n'étaient pas chassés directement par les populations elles-mêmes, comme au Viet-Nam ou en Algérie, ont fait en sorte de laisser en place un état national et des hommes politiques à leur solde pour continuer à exploiter tranquillement les travailleurs. C'est ce qui s'est passé pour la plupart des pays d'Afrique et c'est bien ce qui se passe actuellement pour les îles britanniques

des Antilles.

A Dominique, c'est un Patrick John qui devient chef de l'état Dominicain. La bourgeoisie anglaise a de quoi être fière des états de service de cet homme là.

N'est ce pas lui qui a fait condamner Desmond Trotter après avoir mené chasse contre les Dreads, ces jeunes aux idées subversives, par le gouvernement ?

N'est-ce pas lui qui a tenu tête pendant des semaines l'année dernière à une grève générale des fonctionnaires pour des augmentations de salaires ? N'est ce pas lui qui garantit enfin le maintien de "l'ordie" capitaliste contre les travailleurs et les pauvres dominicains ?

La Grande-Bretagne, en octroyant l'indépendance à la Dominique, peut-être tranquille. Elle y laisse un Patrick John garant de l'ordre social, qui veut que les pauvres ne se révoltent pas et que les riches s'enrichissent.

Mais en réalité, la Grande Bretagne ne quitte pas la Dominique. Ou plutôt ses capitaux continuent à s'y investir et à y fructifier. Elle y construit un nouvel aéroport, elle y possède des hôtels et des entreprises.

Alors les travailleurs Dominicains peuvent s'attendre à subir la même exploitation qu'ils soient "état associé" ou "état indépendant". Pour que l'indépendance signifie liberté et fin de l'oppression, il faudra qu'elle soit dirigée par les travailleurs eux-mêmes et non par quelques bourgeois et capitalistes nationaux qui ne font qu'agir en nom et place des anciens maîtres.

MARTIMIQUE

ENCORE ET A MOUVEAU DES INONDATIONS

Ce sont des pluies diluviennes qui se sont abattues sur la Martinique à la fin de la semaine dernière touchant notamment le sud de l'île. Et comme d'habitude on a pu voir des inondations à Rivière Salée, à Rivière Pilote et au François. Rappelons que le même phénomène s'était produit en décembre 76 et à la fin de 77. Depuis deux ans le gouvernement colonialiste français n'a strictement rien entrepris pour empêcher que pareille chose n'arrive. La Rocade de Rivière Salée est toujours à l'état de Chantier, et François et Rivière Pilote sont aussi inondables que par le passé.

En 1976 il y avait eu un mort au Saint

Esprit, un homme ayant été emporté par la rivière en crue. Combien de morts faudrat-il à Barre, Dijoud et Heim pour qu'ils prennent enfin les mesures qui s'imposent?

Directeur de publication Commission Paritaire : N. Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR

B. P. 214 P.A.P. B. P. 386 F.D.F.

Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre ge supplément au mensuel

BARRE À LA RÉUNION

C'est paraît-il aux cris de "Vive Babar" que le premier ministre a été accueilli à la Réunion, île dont il est originaire.

Que les bien-pensants et les âmes sensibles se rassurent, il est allé dire bonjour à sa maman et à sa grand-mère, et a même dit "comment vas-tu Auguste" au "maire de la Réunion" (comme dirait un journaliste de FR3, pour qui cette île lointaine ne doit comporter qu'une seule commune !).

Malheureusement pour nos frères de misère réunionnais, cet encombrant compatriote, que nous ne leur envions nullement (Foccart nous suffit!) n'est pas seulement en train de répéter une scène du "Retour de l'enfant prodigue", version tropicalisée. Il est aussi venu pour consolider la tutelle coloniale, en n'économisant pas les déclarations ronflantes, dans ce style qui lui est si particulier, et qui consiste à ouvrir la bouche d'autant plus grand qu'il maintient plus serrés les cordons de la bourse...

En tous cas, il a au moins dit une vérité : "La France qui a relevé bien des défis relèvera aussi celui-là : faire mieux que des départements à part entière, des départements-témoins".

L'état de misère et de chômage dans lequel est plongée la Reunion, tout comme les Antilles, fait en effet de nous des départements témoins de la politique coloniale française et de ses résultats.

MARTINIQUE

(HIRAC ET LE "COLLOQUE" DE DIJOUD

A une question que lui posait Laventure sur la prochaine conférence qu'organise Dijoud aux Antilles, Chirac déclarait en substance qu'il ne voi ait pas l'utilité d'une telle conférence et que ce n'était pas la chose la plus urgente à faire. Voilà donc Chirac qui dit la vérité puisqu'il n'est pas à l'initiative de cette conférence et il en profite pour critiquer Dijoud et Giscard, tentant par là d'augmenter sa cote aux Antilles.

DERNIERE HEURE (Guadeloupe) Manifestation anti-Chirac et occupation de FR3!

Le vendredi 3 novembre, plusieurs organisations politiques et syndicales tenaient un meeting de protestation contre la venue de Chirac. Plus de 500 personnes écouterent les interventions des orateurs de la CGTG, de la FTG et du SPECOG, du SNES, de l'UFG, de l'UJCG, du GPS, du PSG, du PCG et de Combat Cuvrier.

A la fin du meeting, il fut proposé de se rendre en masse à FR3 pour exiger qu'il soit mis fin au scandale de l'information à sens unique. Pressé par les manifestants, le directeur de la station fut contraint de laisser lire un communiqué protestant à la fois contre les pratiques de FR3 et la visite de Chirac. Des détails dans notre prochain . uméro!

GUADELOUPE

L'assemblée générale de l'Union des Femmes Guadeloupéennes

Dimanche 29 octobre, 200 femmes environ étaient réunies au centre Rémy Naindeloupéennes pour participer à une assemblée générale de leur association.

Les travaux débutèrent vers 10H en pré-sement. sence de représentantes de nombreux comités de communes.

Le bureau proposa d'abord certains amendements aux précédents statuts qui datent déjà de 20 ans. Ces modifications visaient surtout à améliorer le fonctionnement de cette association pour mieux affronter les tâches qu'elle s'est fixées. Ces amendements furent tous adoptés par l'assemblée.

Puis la présidente de l'UFG développa

dans une longue causerie les responsabilités des femmes dans l'éducation et la souta à l'appel de l'Union des Femmes Gua- formation des jeunes pour préparer la Guadeloupe de demain.

Ces propos furent applaudis cha? zureu-

Dans les questions diverses plusieurs points d'actualité furent abordés. En particulier l'attitude de FR3 en Guadeloupe fut violemment dénoncée, et les dirigeantes de l'UFG se déclarèrent favorables à un mouvement de protestation durant la tenue du colloque-gadget de Dijoud.

Une intéressante réunion des femmes, bien que les jeunes n'y étaient pas très

nombreuses.

GUADELOUPE

Darboussier: les travailleurs doivent empêcher tout licenciement

La direction de l'usine Darboussier veut absolument mettre à exécution son projet de licenciement d'un travailleur délégué syndical.

En effet, il y a quelques semaines, lors précisément de la reprise du travail à pas repris. La direction leur proposait un système de roulement qui leur assurait du travail juste pour quelques semaines.

et décidaient donc d'aller voir le directeur Claverie. Ce dernier n'entendant pas revenir sur sa décision, le ton montait entre lui et les travailleurs venus le voir, et ceux-ci lui annoncèrent qu'ils ne quitteraient son bureau que s'il leur donnait l'assurance tout de suite la lutte pour obtenir qu'ils travailleraient pendant toute l'in-le maintien de ce travailleur dans son

Claverie devait finalement céder. Mais

en patron qui se respecte il sanctionnait deux responsables syndicaux qui accompagnaient les travailleurs par une mise à pied de 10 jours.

Il faut donc croire que pour lui cette sanction n'était pas suffisante. Après a-Darboussier certains travailleurs n'étaient voir envoyé à l'un de ces responsables une lettre où il indiquait son intention de le licencier, voilà qu'il convoque le vendredi 3 novembre le comité d'entreprise, pour Ces travailleurs refusaient ce système, discuter de ce licenciement éventuel.

> Les travailleurs de Darboussier ne peuvent ni ne doivent accepter ce licenciement.

Ils doivent le dénoncer, et engager

Guodeloupe

Motion des parents d'élèves du collège Carnot II

Les parents d'élèves de Carnot II, réunis le 1f octobre 1978, ont pris connaissance de la situation dans cet établissement. Ils constatent que :

1) Jusqu'à cette date les élèves ne reçoivent toujours pas d'enseignement dans les disciplines suivantes : EPS, musique, dessin.

Les parents ont appris avec étonnement que les postes n'ont pas été créés. Ils estiment que ces disciplines sont aus-telle situation. si nécessaires que les autres à l'épanouissement des enfants. Ne pas créer ces postes les sanctionne.

2) Dans certaines classes, les cours de maths n'ont débuté que la semaine

Dans ces conditions, les parents d'élèves estiment prématurée l'élection du conseil d'établissement pour la date du 20 octobre.

Ils demandent à l'administration de tutelle le report de ces élections à une date ultérieure.

Ils décident de se faire représenter dès ce soir par un comité provisoire élu à l'unanimité de présents (150 personnes) chargé de discuter avec l'administration.

Ils demandent dans le plus bref délai une entrevue au recteur afin d'étudier l'ensemble des problèmes qui se posent.

Les parents d'élèves informent qu'ils ne sauront accepter trop longtemps une

Ils déclarent que si à la fin du mois d'octobre des mesures qui s'imposent ne sont pas prises, ils prendront toutes dispositions pour permettre à leurs enfants d'être scolarisés dans des conditions normales.